

Conseil Exécutif du 25 février 2019

RAPPORT AU CONSEIL EXÉCUTIF

EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION – ABSTENTION

Par déclarations d'intentions d'aliéner remises à la Collectivité Territoriale contre récépissés, ci-dessous indiquées, la Collectivité Territoriale a été informée de cessions soumises au droit de préemption :

Date de la déclaration d'intention d'aliéner	Localisation	Référence cadastrale		Type de bien	Remarque
		Section	N°		
13/02/2019	Saint-Pierre	BC	50	Maison d'habitation	
13/02/2019	Saint-Pierre	AP	95	Terrain nu	
13/02/2019	Saint-Pierre	BB	110	Maison d'habitation	
13/02/2019	Saint-Pierre	AS	11	Maison d'habitation	
13/02/2019	Saint-Pierre	BH	65	Maison d'habitation	
13/02/2019	Ile aux Marins	AD	198	Terrain nu	
		AD	195	Terrain nu	
13/02/2019	Saint-Pierre	AN	18	Maison d'habitation	
13/02/2019	Saint-Pierre	AX	29	Maison d'habitation	
		AX	27	Maison d'habitation	
13/02/2019	Saint-Pierre	AZ	02	Maison d'habitation	
13/02/2019	Saint-Pierre	AL	52	Terrain nu	Lot 1
		AL	52	Terrain nu	Lot 2
		AL	52	Terrain nu	Lot 3
					(Vente en l'état futur d'achèvement sur future parcelle AL181)

La Collectivité Territoriale n'envisageant aucun projet sur ces terrains, il convient qu'elle n'exerce pas son droit de préemption sur ces ventes.

Tel est l'objet de la présente délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Pour le Président et par délégation,
La 2^{ème} Vice-Présidente**

Catherine HÉLÈNE

Conseil Exécutif du 25 février 2019

DÉLIBÉRATION N°45/2019

EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION – ABSTENTION

LE CONSEIL EXÉCUTIF DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n°2007-223 et la loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l’Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le règlement local d’urbanisme ;
- VU** la délibération n°303/2017 portant délégation d’attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif ;
- VU** la délibération n°273/2017 du 6 octobre 2017 portant instauration d’un droit de préemption au profit de la Collectivité Territoriale ;
- VU** l’avis de la Commission d’Accès aux Documents Administratifs (CADA) du 27 septembre 2001 ;
- VU** les déclarations d’intentions d’aliéner transmises à la Collectivité Territoriale le 14 février 2019 ;
- SUR** le rapport de son Président,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ
A ADOPTÉ LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT**

Article 1 : La Collectivité Territoriale renonce à l’exercice de son droit de préemption sur les cessions suivantes :

Date de la déclaration d'intention d'aliéner	Localisation	Référence cadastrale		Type de bien	Remarque
		Section	N°		
13/02/2019	Saint-Pierre	BC	50	Maison d'habitation	
13/02/2019	Saint-Pierre	AP	95	Terrain nu	
13/02/2019	Saint-Pierre	BB	110	Maison d'habitation	
13/02/2019	Saint-Pierre	AS	11	Maison d'habitation	
13/02/2019	Saint-Pierre	BH	65	Maison d'habitation	
13/02/2019	Ile aux Marins	AD	198	Terrain nu	
		AD	195	Terrain nu	
13/02/2019	Saint-Pierre	AN	18	Maison d'habitation	
13/02/2019	Saint-Pierre	AX	29	Maison d'habitation	
		AX	27	Maison d'habitation	
13/02/2019	Saint-Pierre	AZ	02	Maison d'habitation	
13/02/2019	Saint-Pierre	AL	52	Terrain nu	Lot 1 Lot 2 Lot 3 (Vente en l'état futur d'achèvement sur future parcelle AL181)
		AL	52	Terrain nu	
		AL	52	Terrain nu	

Article 2 : La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon. Elle sera également transmise au notaire officiant à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Adopté
8 voix pour
0 voix contre
0 abstention
Membres du C.E. : 8
Membres présents : 7
Membres votants : 8

Transmis au représentant de l'État
Le 01/03/2019
Publié le 01/03/2019
ACTE EXÉCUTOIRE

Pour le Président et par délégation,
La 2^{ème} Vice-Présidente

Catherine HÉLÈNE

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente délibération est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

() Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.*